

Communiqué du CRef et du VLIR
14 septembre 2026

*Chercheurs et étudiants bloqués à Gaza :
le CRef et le VLIR dénoncent un marchandage politique indigne*

Les rectrices et recteurs des universités belges, réunis au sein du CRef et VLIR, prennent acte avec consternation de l'absence persistante de décision permettant l'accueil, dans leurs universités, d'étudiantes, d'étudiants et de chercheurs gazaouis, pourtant sélectionnés pour bénéficier d'une bourse d'études ou de recherche à l'issue de procédures particulièrement exigeantes.

Le CRef et le VLIR dénoncent le marchandage politique indigne dont les personnes concernées font aujourd'hui l'objet. Elles ne peuvent constituer ni un enjeu de négociation ni une variable d'ajustement dans les débats politiques sur les migrations. Leurs dossiers doivent être examinés pour ce qu'il sont : ceux d'étudiants et de chercheurs ayant obtenu une bourse sur la base de leurs mérites académiques et ayant tous exprimé leur volonté de retourner ensuite dans leur pays afin de contribuer à sa reconstruction.

Depuis de nombreux mois, les universités dénoncent le caractère infondé des obstacles avancés pour refuser leur venue. D'une part, l'exigence d'introduction en personne d'une demande de visa est bien sûr matériellement impossible à satisfaire dans les circonstances actuelles et est donc contraire aux enseignements de l'arrêt Afrin rendu le 18 avril 2023 par la Cour de justice de l'Union européenne. D'autre part, l'infaisabilité invoquée quant à leur évacuation ne résiste pas à l'examen des faits, plusieurs États membres de l'Union européenne ayant démontré qu'une telle évacuation pouvait matériellement être organisée. Les discussions intervenues ces dernières semaines témoignent d'ailleurs que les obstacles invoqués ne relèvent pas de contraintes insurmontables mais bien d'un manque de volonté politique.

Les rectrices et recteurs poursuivront leurs démarches et ne relâcheront pas leurs efforts afin qu'une solution soit enfin trouvée. Au-delà de ces situations individuelles, c'est le droit à l'enseignement, à la formation et à la recherche qui est en jeu. C'est aussi, plus fondamentalement, une simple question d'humanité.

Annick Castiaux (UNamur), Jan Danckaert (VUB), Philippe Dubois (UMONS), Herwig Leirs (UAntwerpen), Anne-Sophie Nyssen (ULiège), Annemie Schaus (ULB), Françoise Smets (UCLouvain), Petra De Sutter (UGent), Bernard Vanheusden (UHasselt), Severine Vermeire (KU Leuven).